



NATIONS UNIES

JOURNAL

COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

SOUS-COMITÉ JURIDIQUE
CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION
Vienne, 13-24 avril 2015

JEUDI 23 AVRIL 2015

N° 10

**Programme des séances et ordre du jour
du Jeudi 23 avril 2015**

10 heures-13 heures

913^e séance

Salle des conseils D

Point de l'ordre du jour

- [13] Propositions au Comité concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour pour examen par le Sous-Comité

Adoption du rapport du Groupe de travail chargé du point 5 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Groupe de travail chargé du point 6 a) de l'ordre du jour

**GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉTAT ET L'APPLICATION
DES CINQ TRAITÉS DES NATIONS UNIES
RELATIFS À L'ESPACE**

Matin*

(Huis clos)

Salle des conseils D

* À l'issue de la 913^e séance.

V.15-02724 (F)



Merci de recycler 

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DÉFINITION
ET LA DÉLIMITATION DE L'ESPACE**

Matin*

(Huis clos)

Salle des conseils D

* À l'issue de la séance du Groupe de travail sur l'état et l'application des cinq traités des Nations Unies relatifs à l'espace.

15 heures-18 heures

914^e séance

Salle des conseils D

Point de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Groupe de travail chargé du point 12 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Sous-Comité juridique

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MÉCANISMES
INTERNATIONAUX DE COOPÉRATION**

Après-midi**

(Huis clos)

Salle des conseils D

** À l'issue de la 914^e séance.

RÉSUMÉ DES SÉANCES

911^e séance

Renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial [8]

Le Sous-Comité a poursuivi son examen de ce point de l'ordre du jour en entendant des déclarations des représentants du Chili, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, de l'Algérie, de l'Allemagne, de la Fédération de Russie, de la France, de l'Indonésie, du Kenya et du Venezuela (République bolivarienne du).

L'observateur de l'Association de droit international (ADI) a également fait une déclaration.

Examen et révision éventuelle des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace [9]

Le Sous-Comité a poursuivi son examen de ce point de l'ordre du jour en entendant des déclarations des représentants du Chili, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, des États-Unis d'Amérique et de la République de Corée.

Échange général d'informations sur les instruments juridiquement non contraignants des Nations Unies relatifs à l'espace extra-atmosphérique [11]

Le Sous-Comité a poursuivi son examen de ce point de l'ordre du jour en entendant des déclarations des représentants du Brésil, du Chili, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, de l'Italie, du Japon, du Mexique, des Pays-Bas, de la République de Corée, de la République tchèque, du Royaume-Uni et du Venezuela (République bolivarienne du).

912^e séance

Renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial [8]

Le Sous-Comité a poursuivi l'examen de ce point de l'ordre du jour en entendant des déclarations des représentants du Costa Rica et du Maroc.

Examen et révision éventuelle des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace [9]

Le Sous-Comité a poursuivi son examen de ce point de l'ordre du jour en entendant des déclarations des représentants des Pays-Bas et du Venezuela (République bolivarienne du).

Propositions au Comité concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour pour examen par le Sous-Comité [13]

Le Sous-Comité a poursuivi son examen de ce point de l'ordre du jour en entendant des déclarations des représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Autriche, du Brésil, du Chili, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, du Maroc, du Mexique, des Pays-Bas, de la République de Corée et de la République tchèque.

Présentations spéciales

Des présentations ont été faites sur les "Aspects réglementaires concernant les opérations télécommandées de petits satellites sur les bandes radioamateurs", par les représentants de l'Espagne, et sur les "Progrès récents du Japon en matière de renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial", par le représentant du Japon.
